

actuel. C'est une rupture totale avec la dictature, le refus du «paternalisme». Seul le peuple espagnol, à l'aide d'un suffrage universel libre, peut être le créateur des nouvelles formes politiques démocratiques. Cet accord de convergence regroupe à la fois les forces de gauche, du centre et quelques-unes de droite. Au gouvernement, la JD souhaiterait diriger le pays durant une période d'un an, période pendant laquelle serait élaborée une nouvelle constitution par une assemblée élue au suffrage universel, après l'instauration sans aucune restriction des libertés politiques. Cette tâche n'est pas facile dans la mesure où certains des partenaires se méfient du parti communiste. C'est le cas du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et des personnalités démocrates chrétiennes. Par conséquent, l'accord entre les forces de la JD reste fragile. C'est aussi le cas des provinces où la position de la junte est jugée trop centraliste et où existent d'autres formes de regroupement, comme par exemple, l'Assemblée de Catalogne (AC). Il n'empêche que le développement de l'activité de la JD constitue un événement important dans l'évolution politique de l'Espagne. Elle a l'appui de monarchistes libéraux comme M. Rafael Calvo Serer, de la fédération populaire démocratique de G. Robles (démocrate chrétien), de la gauche démocratique de Ruiz Gimenez, au grand désappointement du quotidien catholique *Ya* qui défend l'union démocratique espagnole de F. Silva Muñoz. Il est difficile d'analyser en profondeur les formes et la force de l'opposition en partie à cause du nombre imposant de groupes et de partis (la revue *Informaciones* relève vingt-trois sigles pour les partis et organisations socialistes et plus du double pour ceux proches de la démocratie chrétienne) et l'inexistence d'élections démocratiques.

On peut se référer aux objectifs dans la plate-forme de convergence démocratique. On y relève, en plus du processus élaboré pour la mise en place d'un système démocratique, les points suivants: amnistie générale (retour des exilés politiques), reconnaissance des droits politiques et syndicaux, légalité des partis politiques et l'affirmation d'un régime pluraliste, le rétablissement des libertés de parole, de presse, de réunion... des droits de l'homme. Pour le gouvernement républicain en exil, dans la déclaration du 20 juillet 1974, il ne saurait faire de doute que l'installation d'un gouvernement provisoire, véritable gouvernement de réconciliation, ne peut déboucher que sur la création d'institutions républicaines. C'est ce que précisait A. Machado en 1938 dans *La Vanguardia*: un gouvernement capable d'établir l'unité

morale, les liens de fraternité et une confiance nouvelle. Certes, il serait dangereux de lutter pour la démocratie et de l'obtenir dans l'illusion que sa simple existence résoudra tous les problèmes: la démocratie n'est pas un pouvoir magique; elle suppose organisation, sécurité et ordre. Il n'en reste pas moins que l'accord pour une démocratie, aujourd'hui concrétisé par la formation des junte démocratiques, doit être une réalité, comme le souligne R. Chao dans son livre *Après Franco, l'Espagne*, paru en 1975, à Paris. Cependant, si l'intégration des formations politiques anti-franquistes dépend des discussions entre les dirigeants, l'établissement de relations à la base reste fonction en bonne partie des revendications des minorités nationales: basque (*Euzkadi*), catalane, galicienne, andalouse, canarienne et valencienne.

Minorités nationales: Catalogne

Nous nous attacherons aux deux premières considérées comme les plus importantes. Là encore, il est difficile d'évaluer les groupes et partis politiques; il en est de même pour les organisations syndicales. Il n'en reste pas moins que les événements récents de Vitoria, Madrid, Pampelune, Barcelone révèlent un certain nombre de faits qu'on ne saurait passer sous silence. En premier lieu, certaines revendications ont un caractère nettement social: c'est le cas des agitations dans les Asturies, en Andalousie et en Galice. Elles tournent à un affrontement avec le patronat local en vue de meilleures conditions de travail et de salaire. D'autres, comme à Vitoria, se traduisent, devant la brutalité de la répression, par une protestation énergique des autorités locales elles-mêmes, pourtant mises en place par le gouvernement central. Finalement, certains événements mettent l'accent sur la résistance nationale. Énumérons-en quelques-uns en Catalogne: en décembre 1970, 300 intellectuels catalans réunis au Monastère de Montserrat sont arrêtés; en octobre 1973, c'est le tour de 113 personnes rassemblées dans l'église de Santa Maria de Medianera; en septembre 1974, 77 personnes sont accusées de s'être réunies dans le couvent des Escolapras de Sabadell (banlieue de Barcelone) pour discuter de la récente déclaration de la junte démocratique. Finalement, en octobre 1974, plus de 3,000 personnes, qui manifestant leur soutien à l'«Assemblée de Catalunya» (AC) créée en 1971, sont dispersées par la police. Soulignons que l'objectif principal de l'AC est l'affirmation d'une nation catalane avec son propre gouvernement. Ainsi, si à première vue le programme de l'AC ressemble aux douze points de la junte démocratique (JD), la